

Rapport d'activités 2008

Dynamique de territoire et développement communal



Madagascar – Ville de Antananarivo

Axes stratégiques du département

Dynamique de territoire et développement communal

Les programmes « Dynamique de territoire et développement communal » ont pour objectif de contribuer aux politiques nationales de décentralisation des pays d'intervention dans trois domaines principaux : l'amélioration des conditions de vie des populations, l'instauration de mécanismes favorisant la participation des acteurs de la société civile à la définition des politiques publiques locales, la consolidation du rôle des communes comme moteur du développement local en articulation avec les politiques régionales et sectorielles.

Promotion d'une démarche de territoire

La « démarche de territoire » qui est au centre de ces programmes cherche à rapprocher les citoyens de l'exercice du pouvoir, à développer des espaces où les habitants puissent exprimer leurs besoins et où l'autorité publique locale s'appuie davantage sur les organisations et initiatives des populations. Dans ce sens, elle promeut des dispositifs qui permettent à la société civile (populations, structures associatives, acteurs économiques, etc.) et aux communes de se concerter et de négocier la définition, la production et la gestion de biens et services de proximité et de qualité.

Le dispositif d'animation des territoires et de leurs acteurs est une dimension essentielle des programmes. Il intervient au niveau de l'identification des projets de territoire, de la mise en place de structures de représentation des habitants, et de l'instauration d'espaces locaux de concertation, de négociation et de contractualisation entre la société civile et les communes. Les mécanismes de financement, gérés paritairement par la société civile et les communes, permettent la mise à disposition d'enveloppes financières aux communes qui sont maîtres d'ouvrage des actions.

Renforcement des capacités des communes

Les programmes mènent simultanément des actions de renforcement des capacités communales : planification communale et portage d'actions structurantes, élaboration et mise en œuvre de politiques et actions de promotion du développement économique local, acquisition de compétences en maîtrise d'ouvrage, mobilisation de ressources (recouvrement des impôts et taxes, ressources externes).

Mise en place d'intercommunalités de concertation et de services

La pérennité institutionnelle de la démarche et sa viabilité technique sont assurées localement par la promotion de structures intercommunales. Cette intercommunalité permet de mutualiser des moyens. Elle favorise la concertation entre les élus autour des problèmes similaires et le portage de projets structurants. Elle prépare les communes à la négociation avec les pouvoirs publics nationaux et les partenaires au développement.

Articulation avec les politiques nationales

Les programmes vont d'autre part rechercher une reconnaissance et une prise en compte, au niveau régional et national, de la démarche de territoire et des mécanismes et instruments mis en place, afin d'en assurer la diffusion et la pérennité. Les enjeux portent sur la reconnaissance des instances paritaires de concertation et de décision ; la pérennisation de la fonction d'animation des territoires ; la continuité du financement des investissements des collectivités locales et l'harmonisation des modalités de soutien financier entre procédures mises en œuvre au niveau local et celles promues au niveau national ; l'articulation de la démarche de territoire avec les politiques sectorielles.

I. Introduction

1. Faits marquants de l'année

L'année 2008 a été pour le département une année de renouvellement et de transition dans de nombreux domaines.

Les équipes au siège comme sur le terrain ont été partiellement renouvelées avec l'arrivée d'un nouveau directeur de département à Paris, le recrutement de deux conseillers techniques à Madagascar et d'un assistant technique au Bénin. Dans ces deux pays, de nouvelles équipes d'élus communaux ont pris leur fonction découvrant pour la première fois, pour leur immense majorité, les activités soutenues par le CIDR sur leur territoire.

La nouveauté est également venue du démarrage effectif de deux programmes d'appui au développement local et à la décentralisation. L'un avec la Coopération Suisse auprès des communes du Borgou au Bénin, l'autre avec la Région Picardie auprès de celles de la Région Diana à Madagascar. A la fin de l'année, un nouveau programme de coopération décentralisée de 5 ans entre les communes de l'Alibori-Bénin et la Région Picardie a été formulé.

Le renouvellement des hommes s'est accompagné d'une évolution des dispositifs et des pratiques. Un effort particulier de formation et d'appui-conseil a été engagé en 2008 pour mieux intégrer les activités des programmes dans le fonctionnement de la commune. L'intercommunalité devient un véritable levier de développement territorial. L'animation au niveau infra communal et la mise en place d'instances de concertation deviennent des outils de planification et d'aide à la décision pour les exécutifs communaux.

Le nombre croissant de programmes sur seulement deux pays a permis d'initier et de formaliser les échanges entre équipes d'un même pays. Ces échanges internes se sont accompagnés d'une volonté d'ouverture et de communication externe du département. Des premiers pas ont été engagés en 2008 avec l'intervention régulière de compétences externes et la diffusion des pratiques du département.

Enfin, autre fait marquant de l'année, la mobilisation du département dans la réflexion et la formulation du prochain plan d'orientation stratégique. Une autoévaluation du plan 2004-2008 et une analyse de l'environnement sectoriel ont été réalisées en 2008 avant d'aboutir, prochainement, à la définition opérationnelle de nouveaux axes stratégiques pour guider l'action sur la période 2009-2013.

2. Evolution du contexte dans les pays d'intervention

2.1. Bénin

L'année 2008 a été dominée au Bénin par les deuxièmes élections communales et locales. Les conseillers communaux et les conseillers de villages ont été installés à partir de juin dans les communes, les arrondissements et les villages.

Les nouveaux élus ont bénéficié en juillet de la mise en place effective du mécanisme du FADEC suivi de l'installation en novembre de la CONAFIL dont le secrétariat permanent n'est pas encore recruté. Un premier transfert financier FADEC du budget de l'Etat vers les communes a été réalisé en octobre 2008 pour

un montant de plus de 5 milliards de francs CFA. En 2009, l'Etat a prévu de transférer ainsi plus de 7 milliards. Plusieurs partenaires techniques et financiers ont annoncé leur accord pour abonder ce fonds mais ils n'ont pour l'instant pas apporté leur contribution financière.

Enfin 2008 a confirmé la création d'un ministère spécifique pour la décentralisation. Le ministre actuel est l'ancien maire de Kandi et président de l'APIDA.

2.1. Madagascar

En 2008, un comité national a été chargé de piloter le processus de transfert du personnel de l'ancien Faritany (province autonome) vers les Régions de Madagascar. L'élection de chefs de région en suffrage universel était prévue fin d'année 2008 ou début d'année 2009, mais est pour l'instant reportée. Ce transfert de compétences en matière de décentralisation a induit une implication plus forte du chef de district dans la gestion et le contrôle des activités d'appui aux communes.

Au niveau national, la mobilisation de tous les acteurs de développement pour contribuer à la mise en œuvre du document programme « Madagascar Action Plan » (MAP) oblige d'ajuster certains documents de travail tels que les plans de développement communal (PDC) et les plans de développement des fokontany (PDF) selon les grandes lignes du MAP.

Le Gouvernement malgache a poursuivi la mise en place de l'EPA, fonds de développement local, destiné à renforcer les capacités d'investissement des communes et les compétences des élus et personnels communaux. A partir de 2009, ce fonds devrait être opérationnel.

Par ailleurs, la loi de finances 2008 a apporté un changement important dans le domaine de la fiscalité locale et constitue une opportunité pour l'appui à la mobilisation des ressources fiscales et à l'amélioration des recettes des communes. En 2008, le cadre législatif n'a pas vu d'évolution particulière quant à la promotion de l'intercommunalité.

Les bouleversements politiques de début 2009 font peser une grande incertitude sur le processus de décentralisation.

II. Evolution des programmes

Les activités 2008 des différents programmes sont restituées selon le cadre logique du plan d'orientation stratégique 2004-2008. Les détails des activités figurent dans les fiches programmes.

1. Consolidation et diffusion de la démarche de territoire dans le cadre des politiques de développement communal

1.1. Autonomie institutionnelle de la démarche développée dans le département des Collines au Bénin.

A la fin de l'année 2008, le fonctionnement du GIC est pris en charge à 70% par les budgets communaux. L'Etat béninois a alimenté le fonds de développement des territoires à concurrence de 100 millions de FCFA (plus de 20 % de l'enveloppe totale allouée aux territoires). L'appui du CIDR auprès du GIC a permis de :

- Définir les modalités d'une implication du GIC dans la révision des plans communaux ;
- Concevoir une valorisation de la « démarche de territoire » dans la mise en œuvre des plans de développement communaux et définir les modalités et le contenu des nouvelles chartes de territoire ;
- Préparer le programme de formation des acteurs du dispositif de territoire ;
- Réfléchir sur les modalités d'intégration du dispositif du FADEC ;
- Ajuster le montage financier du programme du GIC pour l'année 2008 ;
- Préparer les conventions de financement 2008 suite à l'évaluation de celles de 2007.

L'année 2008 a été l'occasion pour le GIC de s'insérer dans l'environnement institutionnel national et de se positionner comme un interlocuteur clef des partenaires au développement des communes du département des Collines.

1.2. Autonomie institutionnelle du dispositif dans la région de Sava à Madagascar.

L'année 2008 a été la seconde année de mise en œuvre du nouveau programme à cinq ans (2007-2011) formulé avec l'ensemble des acteurs concernés en début 2006. Elle a été marquée par un renouvellement d'une partie du personnel du programme (conseiller technique CIDR et trois cadres Territoire et Développement) et la volonté de faire évoluer le projet vers un outil de développement territorial pour les communes, d'une logique de réalisation vers une logique d'appui-conseil pour des activités portées par le territoire, selon un dispositif reconnu par la commune.

Concrètement, cette année a permis de :

- Poursuivre la mise en œuvre des ouvrages planifiés dans les projets de développement des quartiers ;
- Ajuster les processus d'animation et de soutien aux instances de concertation dans les quartiers ;
- Redéfinir le rôle et les modalités de travail des animateurs de territoires urbains ;
- Préciser le rôle de l'équipe technique PDLU vers davantage d'appui-conseil et de mise en réseau des services communaux ;

- Identifier les résistances au processus de transfert des capacités du PDLU vers une intercommunalité des 4 communes urbaines ;
- Communiquer directement et régulièrement avec les principaux partenaires locaux, techniques et financiers du programme. Une publication trimestrielle est produite ;
- Poursuivre les travaux de capitalisation et l'analyse des pratiques du programme avec l'ensemble des acteurs.

1.3. Valorisation des savoir-faire de la « démarche de territoire » en milieu urbain et rural sur d'autres territoires et/ou avec d'autres bailleurs.

a. Programme d'appui au budget-programme par objectifs de l'hydraulique rurale dans le Département des Collines - Bénin

Au cours de l'année 2008, l'intervention du département sur cette composante du BPO – Hydraulique rurale s'est poursuivie. Le processus de transfert de la maîtrise d'ouvrage aux communes, qu'il a accompagné, s'est appuyé sur l'animation d'un dispositif qui comprend :

- Un groupe de travail « décentralisation et eau » qui se réunit en session trimestrielle pour analyser et concevoir des mécanismes appropriés
- Six « comités communaux eau » créés par les communes pour analyser les demandes villageoises, assurer une programmation et suivre la réalisation des ouvrages d'hydraulique dans les localités
- Six services techniques communaux, mis en place pour donner à chaque commune la capacité technique d'exercer la maîtrise d'ouvrage des actions menées sur son territoire.

Début 2008, un assistant planificateur CIDR a été recruté pour appuyer la planification communale BPO et faciliter l'animation des CCE. Une planification complète du BPO 2008-2011 au niveau communal et départemental a pu ainsi être réalisée. Elle permet de programmer, de façon concertée, la totalité des besoins sur trois ans en tenant compte pour la première année de la réalité des ressources disponibles au niveau départemental et communal.

b. Projet de développement local et d'appui aux communes du Département de l'Alibori – Bénin

Le programme (PDL-ADECOM) a connu son démarrage effectif au cours de l'année 2007, avec notamment :

- Mise en place et animation du dispositif de territoire et élaboration des chartes de territoire ;
- Réalisation de différentes études (inventaire des équipements publics communaux, diagnostic financier) et lancement d'autres études (diagnostic organisationnel, étude sur le développement économique local) ;
- Appui aux communes au niveau de l'élaboration des budgets et de la gestion budgétaire ;
- Lancement des appels d'offre et signature des contrats avec les prestataires pour la réalisation des premiers équipements publics de proximité financés sur le fonds de développement local (FDL).

L'année 2008 a permis de réaliser les premières opérations FDL 2007 et FIAC 2007 et de programmer les fonds 2008. En dépit d'une coordination difficile entre l'équipe technique de l'APIDA et les animateurs de territoires mis à disposition par l'Etat, entre la Région Picardie et le PNUD, l'ensemble des acteurs concernés ont

décidé de lancer une nouvelle phase 2009-2013 d'appui à l'association de communes. La fin 2008 a été consacrée à la formulation de ce nouveau programme qui poursuivra l'appui institutionnel aux communes et intégrera un nouveau volet développement économique local avec la mise en place d'une Agence de développement économique local.

c. Programme d'Appui Suisse au renforcement de la Gouvernance Locale dans le Département du Borgou – Bénin

En 2007, la DDC (Coopération suisse) a mandaté le CIDR pour la réalisation de ce programme dans les sept communes ordinaires du Borgou pour une période allant du 1er décembre 2007 au 31 mai 2011. Le programme s'articule autour de sept axes :

- Le renforcement de la gouvernance locale ;
- L'amélioration de l'accès aux services par les populations ;
- L'intégration du financement du développement local dans le système d'investissement public ;
- La promotion de « territoires de développement » intercommunaux ;
- Le renforcement des services déconcentrés de l'Etat ;
- La capitalisation des bonnes pratiques et le management des connaissances ;
- La promotion de l'égalité hommes / femmes.

Les activités du programme ont démarré au premier trimestre 2008. L'équipe technique est constituée d'un coordonnateur, de deux chargés de mission (genre et intercommunalité) et de 7 animateurs de territoire mis à la disposition des communes par l'Etat. Le programme a joué un rôle important dans la promotion d'une nouvelle intercommunalité dans le Borgou avec la création de l'Association de développement des communes du Borgou ADECOB. Le programme est confronté aux difficultés de coordination des nombreux programmes intervenant dans le Borgou.

d. Programme de Coopération décentralisée Diana-Picardie – Madagascar

Ce programme promu par le CIDR et l'ONG malgache « Territoire et Développement » s'articulera autour des sept axes suivants :

- Renforcement des capacités institutionnelles et techniques de la Région de la Diana, collectivité décentralisée ;
- Appui à la mise en place d'outils de planification, et d'un dispositif de pilotage et de suivi évaluation au sein de l'institution régionale de la Diana ;
- Renforcement des capacités institutionnelles, techniques et financières des communes urbaines et rurales de la Diana ;
- Accompagnement de la réalisation et à la gestion d'actions de proximité et d'actions structurantes d'intérêt communal dans les Communes de la Région de la Diana ;
- Appui à l'élaboration et l'opérationnalisation de mécanismes de concertation entre collectivités territoriales décentralisées et opérateurs économiques ;
- Promotion d'intercommunalités de services d'appui entre les trois pôles urbains de la Région de la Diana ;
- Accompagnement des liens et échanges de savoir-faire entre élus et sociétés civiles des deux Régions (échanges Sud-Nord).

Le Programme de Développement des Pôles urbains PDPU a démarré en avril 2008 avec l'arrivée d'un conseiller technique CIDR et le recrutement d'un chargé de programme T & D. Le deuxième semestre a permis de définir avec les acteurs concernés des conventions de partenariats entre la Région Picardie et quatre

collectivités malgaches. La fin de l'année 2008 a été consacrée à expliquer et sensibiliser les acteurs du programme et à formaliser les programmes de travail. Ce programme très ambitieux a donné lieu fin 2008 à la décision d'un renforcement des capacités techniques de l'équipe projet.

e. Projet d'appui à la gouvernance territoriale et aux dynamiques de territoires dans les préfectures de Haho et du Moyen-Mono - Togo

Une mission de formulation du programme a eu lieu en mars 2008. Ce projet a pour objectif de contribuer à la politique nationale de décentralisation dans trois domaines principaux : l'amélioration des conditions de vie des populations, l'instauration de mécanismes favorisant la participation des acteurs de la société civile à la définition des politiques publiques locales, la construction progressive du rôle des collectivités territoriales comme moteur du développement local en articulation avec les politiques sectorielles. Ce programme est en cours de montage financier.

2. Appui aux collectivités locales dans la promotion du développement économique de leur territoire

2.1. Analyse des rôles dévolus aux collectivités territoriales dans le développement économique local, dans différents contextes politiques et économiques.

Si en 2008, le département n'a pas pu formaliser sa stratégie d'appui opérationnel dans le domaine de la « promotion par les pouvoirs publics locaux du développement économique local », il y a contribué en intégrant dans les nouveaux programmes Alibori-Bénin et DIANA-Madagascar une forte dimension développement économique local avec le recrutement de personnel dédié à cette thématique.

2.2. Acquisition de compétences en ingénierie du développement économique en milieu urbain.

Au cours de l'année 2007, le département avait renforcé la gouvernance participative des organes du CDEL à Cotonou et les compétences techniques de son équipe salariée. En 2008, la situation du CDEL semble encore fragile et une mission d'appui technique du département sera menée au premier semestre 2009.

2.3. Expérimentation de l'ingénierie du développement économique en milieu rural.

Dans l'Alibori, des études « diagnostic économique communal » ont été réalisées par le PNUD. Un atelier départemental développement économique local a été organisé en juillet 2008 dans le cadre du PDL ADECOM. L'ensemble de ces travaux a abouti à la formulation d'un volet « développement économique des territoires » dans le nouveau programme de coopération décentralisée APIDA-Picardie avec notamment la création d'une Agence de développement économique des territoires de l'Alibori.

Dans la Diana (Madagascar), il est prévu d'expérimenter un appui aux activités économiques rurales, en articulation avec les villes secondaires, dans un cadre régional.

2.4. Capitalisation des savoir-faire en matière de développement économique local.

Une mission de capitalisation a permis de rassembler l'ensemble des outils méthodologiques élaborés par le CDEL et de structurer un premier guide sur la promotion du développement économique local en milieu urbain.

Cette capitalisation a été réalisée dans l'esprit de la démarche de management des connaissances initiée par le CIDR. Elle a permis de sélectionner et classer, pour chaque processus méthodologique, les documents disponibles : guides méthodologiques, modules de formations, manuels de procédures, documents juridiques (statuts, règlements intérieurs, contrats, etc.), études spécifiques, rapports d'activités.

3. Mise en place des outils de suivi et de mesure de l'impact des programmes

3.1. Outils de Suivi - Evaluation et Programmation (SEP).

En 2007, le département a amélioré les outils de suivi pour faciliter leur appropriation en interne et leur diffusion externe, en ajustant les SEP existants aux nouvelles phases qui ont démarré (Madagascar Sava et Collines) et en élaborant le SEP des nouveaux programmes. En 2008, les dispositifs restent encore trop peu opérationnels. L'important chantier de réactualisation et de révision des SEP reste à mener.

3.2. Mesures d'impact.

Le département s'était fixé comme objectifs de définir des indicateurs et hypothèses d'impact spécifiques à son domaine d'intervention, afin de les intégrer aux SEP. Ce travail ébauché devra être poursuivi dans les années à venir.

4. Développement et mise en œuvre d'une stratégie partenariale

4.1. Collaboration avec des opérateurs de développement local / appui à la décentralisation du Nord et du Sud.

Le département a renforcé sa coopération avec le Conseil Régional de Picardie avec lequel il a défini un nouveau programme de 5 ans dans l'Alibori. Cependant, aucun autre partenariat technique ou financier au Nord n'a pu être engagé en 2008.

4.2. Coopération avec des bailleurs de fonds (institutionnels et privés) qui ont une réflexion sur la décentralisation.

L'année 2008 a vu la consolidation de partenariats initiés précédemment :

- Partenariat financier et technique avec Genève Tiers Monde dans le cadre du CDEL-Cotonou ;
- Mise en œuvre du partenariat avec le Conseil Régional de Picardie pour le programme de la Diana ;
- Financement par la Région Picardie du programme PDLU SAVA ;
- Financement pour la deuxième année de la deuxième phase dans la Sava par le SCAC de Madagascar ;
- Mise en œuvre du partenariat avec la Coopération suisse, dans le département du Borgou au Bénin.

III. Contribution aux orientations politiques du CIDR

1. Construire avec les compétences du Sud des partenariats professionnels, des réseaux thématiques et des alliances stratégiques

Les actions du département à Madagascar sont mises en œuvre en partenariat avec l'ONG malgache « Territoire et Développement ». Le département a établi avec cette ONG des conventions de partenariat pour la mise en œuvre de la deuxième phase du « Programme de Développement Local Urbain de la SAVA » et du nouveau programme entre les Régions Diana et Picardie. Le partenariat s'appuie sur une définition conjointe d'objectifs et une mise en commun de compétences et de moyens afin de permettre le renforcement des capacités de l'ONG et l'atteinte de son autonomie. Ce partenariat avec T&D s'est renforcé en 2008. Aucun autre partenariat n'a été initié.

2. Renforcer les sociétés civiles du Sud en appuyant la construction et le développement d'institutions durables au service de la population

Dans ses programmes, le département appuie l'institutionnalisation de structures intercommunales.

Dans les Collines (Bénin), les six communes se sont regroupées au sein d'un Groupement Intercommunal (GIC). En 2008, les communes prennent en charge plus de 70% des coûts de fonctionnement de l'association. Le GIC a procédé en 2008 à une évolution de son positionnement. Tout en poursuivant la mise en œuvre du programme PDL avec le Conseil régional de Picardie, il s'est impliqué dans la mise en œuvre d'autres programmes comme le programme de codéveloppement par l'économique (CRP), le programme d'appui au BPO Collines (AFD). Les nouveaux maires élus en 2008 ont confirmé leur attachement au GIC et leur volonté d'en faire leur outil intercommunal d'appui au développement.

Dans l'Alibori (Bénin), les six communes du Département ont mis en place une Association pour la Promotion de l'Intercommunalité dans le Département de l'Alibori (APIDA). Le CIDR accompagne cette association intercommunale vers un objectif à moyen terme d'autonomie du dispositif et de prise en charge par les communes-membres. Bien que le processus d'institutionnalisation soit encore loin d'être achevé (moins de 10% de cofinancement du fonctionnement), l'APIDA est sortie renforcée de l'année 2008 avec des nouveaux maires très motivés et un soutien confirmé de la Région Picardie pour le développement de l'Association.

Dans le Borgou, le Programme Appui Suisse à la Gouvernance Locale (ASGOL) a soutenu la création fin 2008 de l'Association de Développement des Communes du Borgou (ADECOD) dont il assure officieusement les fonctions de Secrétariat permanent.

3. Relever le triple défi de l'efficacité, de la performance sociale et de la gouvernance au niveau des institutions partenaires

Au niveau du département, le renforcement des capacités des communes s'est concentré sur quelques thèmes clefs : développement organisationnel, maîtrise d'ouvrage, planification du territoire, fiscalité. En 2008, le CIDR s'est engagé dans une évolution des pratiques d'animation territoriale vers la recherche d'une meilleure représentation des femmes et des localités non administratives dans les processus de concertation. Avec le programme ASGOL, le département met en œuvre un programme volontariste d'activités « Genre et développement » avec, notamment, un volet d'appui aux femmes élues locales.

4. Participer avec les institutions partenaires à l'élaboration des politiques publiques et à la mise en œuvre des approches sectorielles

La composante « Appui institutionnel à la décentralisation » du programme d'appui de l'AFD au Budget Programme par Objectifs (dans le secteur de l'eau) dans le Département des Collines a un ancrage institutionnel national et participe à l'élaboration des politiques publiques. Le transfert de la maîtrise d'ouvrage aux communes, en cours dans le cadre de ce programme, sera reproductible, indépendamment de la présence du CIDR dans les Collines ou ailleurs. Les grandes lignes de la démarche menée dans les Collines avec l'appui du cabinet ANTEA sont en train d'être généralisées dans une grande partie du territoire national béninois avec le soutien d'autres partenaires techniques et financiers.

Toujours au Bénin, la reconnaissance de la fonction d'animation territoriale par l'Etat est le fruit d'un long plaidoyer au niveau national. Les deux principaux Ministères impliqués ont joué leur partition dans cette reconnaissance à travers le recrutement d'animateurs contractuels de l'Etat intervenant désormais dans les Collines (6), dans le Borgou (7) et dans l'Alibori (6). Le changement de Ministre en 2008 n'a pas remis en cause la mise à disposition de l'Etat d'animateurs de territoires auprès des communes.

A Madagascar, l'année 2008 a peu vu le CIDR peser sur l'élaboration des politiques nationales. L'absence de conseiller technique et de directeur national « Territoires et Développement » une grande partie de l'année n'ont pas permis de s'impliquer dans les différentes instances nationales d'appui au processus de décentralisation.

IV. Fiches programmes

Secteur d'activités	Dynamique de territoire et développement communal
Pays/Localisation	BENIN – Département de l'Alibori
Intitulé	Programme de développement local et d'appui aux communes de l'Alibori (PDL-ADECOM)
Phase en cours	Phase de démarrage – 2006/2008
Partenaire institutionnel	Association pour la Promotion de l'Intercommunalité dans le Département de l'Alibori (APIDA)

Objectifs généraux du programme

Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations du département de l'Alibori et à l'ancrage du processus de décentralisation au niveau local (à travers une structure intercommunale pérenne et un cadre de concertation entre élus et populations).

Réalisations 2008

Opérationnalisation de la démarche de territoire

- Tenue des réunions CCAC de finalisation et de signature des chartes de territoire,
- Formation des animateurs d'arrondissement et de villages
- Amélioration des conditions de travail des ADT et renforcement de leurs capacités,
- Tenue des réunions inter-programmes avec le GIC et ASGoL.

Renforcement de la maîtrise d'ouvrage communale

- Appui au montage des dossiers d'appel d'offre et à la passation de marchés publics et formation des maitres d'ouvrages à la délégation de gestion
- Appui à l'élaboration des plans annuels d'investissement et des budgets communaux
- Formation des entrepreneurs locaux à l'élaboration des offres techniques et financières et au suivi des chantiers.

Lancement de la démarche DEL

- Finalisation du diagnostic économique des communes et lancement d'une mission d'animation et de mobilisation des acteurs économiques
- Tenue d'un atelier départemental de promotion de l'économie locale et élaboration d'un programme quinquennal « Développement économique local ».

Appui au fonctionnement du SIAC et à la dynamisation de l'APIDA

- Recrutement d'un expert en maîtrise d'ouvrage technique
- Mise à disposition du SIAC des moyens financiers et matériels nécessaires à son bon fonctionnement et appui à l'élaboration de son manuel de procédures,
- Assistance technique permanente au SIAC et à l'APIDA
- Dynamisation de l'APIDA : tenue des réunions du bureau exécutif, information régulière des communes et suivi des cotisations des communes.

Elaboration d'un nouveau programme 2009 – 2013

- Réalisation de l'évaluation externe du PDL ADECOM et formulation d'une seconde phase 2009 – 2013 du programme.

Résultats et impact à fin 2008

Opérationnalisation de la démarche de territoire

- Les chartes de territoires ont été adoptées par les 6 conseils communaux
- 90% des animateurs villageois et d'arrondissements ont bénéficié d'une formation en techniques d'animation de réunions
- Une communication de proximité et de masse sur la démarche de territoire a été faite par l'intermédiaire des membres CCAC et de différents organes de presse
- Les capacités des ADT ont été renforcées à travers 2 sessions de formations et la mise à disposition de matériel de travail (ordinateur portable, imprimante)
- 3 réunions inter programmes (APIDA, GIC, ASGoL) se sont tenues en 2008.

Renforcement de la maîtrise d'ouvrage communale

- 52 dossiers d'appel d'offres ont été élaborés sur FDL 2007 et 2008 et 33 marchés passés
- 22 actions ont été réalisées sur FDL 2007 dont 10 achevées et 11 actions démarrées sur FDL 2008
- Les chefs des services financiers utilisent l'outil GBCO pour l'élaboration de leurs budgets et ont inscrit des provisions pour la réhabilitation des ouvrages publics communaux
- Les services communaux mieux équipés et mieux formés grâce au Fonds Intercommunal d'Appui Conseil (FIAC) sont plus efficaces.

Lancement de la démarche « Développement économique local »

- Un diagnostic de l'économie locale de chacune des 6 communes a été élaboré
- L'atelier départemental de promotion de l'économie locale a réuni plus de 180 participants de qualité. Il a débouché sur l'identification d'actions DEL.

Appui au fonctionnement du SIAC et à la dynamisation de l'APIDA

- Le SIAC dispose des moyens nécessaires à son bon fonctionnement
- Le nouveau bureau de l'APIDA a pris service en attendant le congrès de juillet 2009.

Programme 2009

En 2009 démarre la seconde phase du programme. Les principaux résultats attendus sont :

- L'APIDA est reconnue et met en œuvre un projet de développement durable.
- Les capacités des communes de l'Alibori sont renforcées avec l'appui de l'APIDA.
- Les populations et la société civile organisée participent au développement des territoires.
- L'Agence de développement économique des territoires de l'Alibori soutient efficacement les acteurs du DEL dans le montage et la mise en œuvre de leurs projets.
- La Coopération entre Alibori et Picardie est vivante et mise en valeur.
- Le programme réalise régulièrement l'évaluation, la capitalisation et le partage des bonnes pratiques.

Partenaires financiers

Gouvernement béninois – MDGLAAT
Communes membres de l'APIDA - Bénin
Conseil Régional de Picardie – France
Programme des Nations Unies pour le Développement - PNUD

Secteur d'activités	Dynamique de territoire et développement communal
Pays/Localisation Intitulé	BENIN – Département du Borgou Appui Suisse au renforcement de la Gouvernance Locale dans le Borgou - ASGoL Borgou
Phase en cours	Phase d'implantation – 2008/2011
Partenaire institutionnel	Association pour le Développement des Communes du Borgou

Objectifs généraux du programme

Contribuer à la politique nationale béninoise, dans quatre domaines principaux :

- Favoriser la participation des acteurs de la société civile à la définition des politiques publiques locales
- Consolider le rôle de la commune comme moteur du développement local en articulation avec les politiques nationales
- Renforcer les capacités institutionnelles des communes et de l'administration déconcentrée de l'Etat
- Accompagner la dynamique de l'intercommunalité.

Réalisations 2008

- Recrutement, formation et équipement du personnel,
- Conception et mise en place d'un manuel de procédures,
- Lancement officiel du programme,
- Réalisation des états des lieux communaux,
- Recherche de synergies entre partenaires sur l'élaboration des PDC,
- Diffusion d'émissions radios et de spots sur la mission des élus communaux et villageois,
- Réunions d'information sur ASGoL auprès des conseils communaux,
- Enregistrement et diffusion d'émissions sur le genre, le PDC et l'élaboration du PDC,
- Appui à la création des cadres de concertation,
- Participation à la réflexion sur le FADEC et le fonctionnement des ADT,
- Opérationnalisation de l'intercommunalité,
- Appui au fonctionnement du Chargé de mission du Préfet,
- Participation aux ateliers inter-programmes (Borgou, Collines et Alibori) de partage d'expérience,
- Promotion du personnel féminin au sein de l'équipe et du dispositif,
- Renforcement de capacités des femmes élues.

Résultats et impact à fin 2008

Démarrage du programme

- L'équipe est opérationnelle et un atelier de lancement officiel a été organisé.

Contribution à la conception et à la mise en œuvre des PDC en complémentarité avec les autres partenaires

- Un état des lieux est disponible pour chaque commune,
- La réhabilitation des ouvrages défectueux a été inscrite au budget des communes,
- L'élaboration des PDC à la base est un principe acquis par les PTF.

Sensibilisation des populations et des élus sur les enjeux de la décentralisation

- Les populations ont été informées sur le rôle des conseillers communaux et villageois aux travers de 16 émissions radios et 67 spots diffusés dans les 4 langues majoritaires,
- Les élus locaux et autres acteurs sont informés sur ASGOL.

Instauration de mécanismes favorisant la participation des acteurs de la société civile à la définition des politiques publiques locales

- Elaboration de modèle d'arrêté de création des cadres de concertation,
- Mise en place de cadres de concertation communaux dans 4/7 communes.

Dialogue avec les autorités nationales sur les outils financiers, juridiques et humains appropriés d'accompagnement des communes et de leur intercommunalité

- Les communes ont été informées sur les enjeux de l'intercommunalité,
- L'ADECOB a été refondée et s'est dotée de nouveaux textes fondamentaux.

Capitalisation des bonnes pratiques et les échanges de savoir-faire avec les autres partenaires

- La démarche de territoire et la gouvernance locale nourrissent ASGOL Borgou

Prise en compte de la dimension genre dans toutes les activités du programme

- Un document de stratégie avec un plan d'actions a été élaboré et adopté,
- Les femmes élues ont été formées sur les marchés publics et la répartition des compétences. Leurs besoins de renforcement ont été programmés.

Programme 2009

- Faire progresser l'équité homme-femme au sein du personnel et du dispositif.
- Accompagner les communes dans l'élaboration participative des PDC.
- Poursuivre l'accompagnement des femmes élues et appuyer leur organisation.
- Renforcer les solidarités intercommunales en lien avec la Direction de l'Aménagement du Territoire.
- Appuyer l'ADECOB dans la mise en œuvre de son premier programme d'activités
- Mettre en place des outils de gestion et de partage du savoir.

Partenaires financiers

Ministère de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale, de l'Administration et de l'Aménagement du Territoire – Bénin
Ministère de l'Economie et des Finances – Bénin
Bureau de Coopération - Suisse

Secteur d'activités	Dynamique de territoire et développement communal
Pays/Localisation Intitulé Phase en cours	BENIN – Département des Collines Développement local et appui à la décentralisation Phase de consolidation – 2007/2011
Partenaire institutionnel	Groupement Intercommunal des Collines

Objectifs généraux du programme

Accompagner les populations et les élus des six communes du Département des Collines dans une démarche de développement local et d'appui à la décentralisation visant la mise en œuvre de chartes de territoire sous maîtrise d'ouvrage communale, la réalisation d'actions de développement économique local, l'autonomisation et l'institutionnalisation du dispositif de la « démarche de territoire ».

Réalisations 2008

Mise en oeuvre des chartes de territoire

- Finalisation de la mise en œuvre du programme d'actions 2005-2006
- Poursuite de la mise en œuvre des actions du programme biennal 2007-2008 sur les 6 territoires. Au titre de l'année 2008, 22 nouvelles actions ont été montées et validées dont 18 ont fait objet de passation de marché et 16 ont démarré.

Développement économique local

- Mise en œuvre des projets de l'année 2007 à vocation de développement économique sur financement du FIAC (5 projets) et financement de 2 projets au titre de l'année 2008 ;

Autonomisation du Groupement Intercommunal des Collines (GIC) et ancrage national

- Signature de la seconde convention de financement entre le Conseil Régional de Picardie et le Groupement Intercommunal des Collines ;
- Renouvellement du bureau exécutif et comité de surveillance du GIC ;
- Mise à disposition par le Ministère du Travail d'un ADT contractuel de l'Etat à Glazoué en remplacement du titulaire promu à la direction exécutive du GIC ;
- Contribution 2007 de l'Etat (100 millions de FCFA) au Fonds de Développement des Territoires et subvention 2007-2008 au fonctionnement des ADT ;

Accompagnement des communes dans leur rôle de maîtrise d'ouvrage

- Opérationnalisation du Fonds d'Appui Conseil aux Communes (FIAC)
- Financement de 12 projets de formation et d'études des communes
- Mise en réseau des services communaux (planification, technique et affaires financières).

Réflexion et définition de l'évolution institutionnelle du GIC

- Définition du positionnement et des services du GIC auprès des communes membres ;
- Définition des modalités financières d'accompagnement du GIC à la révision des PDC.

Résultats et impact à fin 2008

Mise en oeuvre des chartes de territoire

- Les actions mises en œuvre ont permis de couvrir 95% des villages des Collines
- Le patrimoine communal a augmenté de : 12 salles de classe, 5 nouveaux modules de latrines publiques, 1 centre villageois de jeunes et loisirs; des caniveaux d'assainissement dans 2 localités, des ouvrages de franchissement et des pistes entre les villages et les fermes ; 2 nouvelles gares routières dans 2 villages, 2 magasins de stockage ; 1 maternité en attente d'équipement
- Les comités de territoire suivent la gestion des ouvrages : 76% sont utilisés et entretenus de manière satisfaisante.

Institutionnalisation du dispositif et autonomisation du GIC

- 5 sessions du CDT ont été organisées, avec un taux de participation de 98% des membres, et le bureau du GIC s'est réuni 3 fois en 2008
- Les 6 communes ont pris en charge 100% du coût de fonctionnement des Comités de territoire et 72% du budget de fonctionnement du GIC, malgré des retards.

Accompagnement des communes

- Etudes financées sur FIAC du patrimoine communal et des potentialités fiscales.
- 5 secrétaires généraux de mairies sont formés à l'ENAM ; le 6ème dans un institut de formation privé.
- Appui financier aux services techniques des 6 communes pour renforcer la maîtrise d'ouvrage et la qualité des ouvrages réalisés.
- Mise en réseau des services communaux et en cohérence des outils avec les normes.

Programme 2009

- Accompagner l'achèvement des programmes d'actions 2005-2006 et 2007-2008, faire le bilan de la mise en œuvre des Chartes de territoire, suivre la gestion et l'entretien des ouvrages, appuyer la révision des PDC et la définition des plans d'investissement.
- Accompagner le dialogue des instances de représentation des populations avec le Conseil Communal, renforcer les capacités des acteurs de l'élaboration des PDC.
- Accompagner les projets FIAC 2007 et 2008, élaborer et réaliser les projets FIAC 2009, effectuer un bilan du FIAC, mettre en réseau les services techniques communaux.
- Doter le GIC des moyens nécessaires au fonctionnement, articuler FDT –FADEC, adapter les statuts du GIC, assurer la coordination des ADT, opérationnaliser le SEP.
- Assurer la représentation extérieure du GIC, participer à la définition du statut des ADT et à leur gestion, négocier la pérennisation des moyens d'action du GIC, créer des partenariats politiques et techniques.

Partenaires financiers	Ministère de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale, de l'Administration et de l'Aménagement du Territoire – Bénin Ministère de l'économie et des Finances – Bénin Conseil Régional de Picardie – France
-------------------------------	---

Secteur d'activités	Dynamique de territoire et développement communal
Pays/Localisation	BENIN – Département des Collines
Intitulé	Programme d'appui au budget programme par objectifs de l'eau
Phase en cours	Phase d'extension - 2008/2009
Partenaire institutionnel	Direction Générale de l'Eau

Objectifs généraux du programme

Appuyer, en collaboration avec le bureau ANTEA, la mise en œuvre des politiques sectorielles de l'Etat par les six communes du Département des Collines dans le cadre du transfert des compétences de maîtrise d'ouvrage de l'eau prévu par les lois de décentralisation.

Réalisations 2008

Renforcement des capacités communales de maîtrise d'ouvrage

- Appui technique et financier au service technique dans chaque mairie.
- Renforcement des capacités d'un ingénieur génie civil.
- Equipement de chaque service technique en matériel de travail (moto et ordinateur).
- Assistance à la planification communale.

Sessions de concertation intercommunale du Groupe de travail Décentralisation et Eau

- Animation d'un cadre de concertation entre l'Etat, les communes, les partenaires, et les différents acteurs impliqués dans le secteur de l'eau potable.
- Organisation de 3 sessions du GTDE pour proposer des modalités pratiques de transfert de la maîtrise d'ouvrage de l'eau de l'Etat vers les communes.
- Relais des propositions du GTDE au niveau national pour la mise en œuvre de la politique sectorielle de l'eau au Bénin.

Réunions de concertation et de programmation des comités communaux eau

- Appui aux comités communaux eau regroupant autour des responsables communaux, les services de l'Etat et les acteurs impliqués.
- Réunions mensuelles des comités pour étudier les dossiers communautaires, valider les demandes, programmer les besoins et suivre les actions et les activités.
- Enquêtes auprès des artisans réparateurs pour la professionnalisation de leurs prestations.

Etablissement d'une cartographie de l'eau et élaboration du budget programme eau

- Recensement exhaustif des localités et des besoins avec les chefs d'arrondissement.
- Vérification des localités, analyse et programmation des besoins.
- Négociation du BPO Départemental des Collines au niveau national.

Résultats et impacts à fin 2008

Renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage des communes

- Six chefs de services techniques communaux sont formés et accompagnés dans leurs missions pour permettre aux communes d'assurer la maîtrise d'ouvrage des actions mises en œuvre dans le territoire communal.
- Une subvention du fonctionnement des services techniques communaux a été versée dans le budget communal.
- Six chefs de services communaux de planification ont été équipés de matériel informatique et formés à l'élaboration de budget programme par objectif.

Sessions du Groupe de Travail Décentralisation et Eau

- Trois sessions du Groupe de Travail Décentralisation et Eau ont été organisées à Savalou et à Dassa-Zoumé.
- Les artisans réparateurs, les fournisseurs de pompes, les structures d'intermédiation sociale, la société nationale de production et de distribution de l'eau, les partenaires techniques et financiers ont participé aux rencontres.

Réunions des Comités communaux eau

- Les six comités communaux eau se sont réunis chaque mois depuis janvier.
- Les nouveaux élus ont participé activement aux travaux et manifesté l'intérêt des autorités locales, au contact des populations, pour la réussite du BPO.
- Le programme 2009 a été présenté à la DG-eau et à l'AFD.

Programme 2009

- Appui de l'assistant planificateur pour accompagner l'articulation du BPO avec les PDC.
- Tenue de 3 sessions du Groupe de Travail Décentralisation et Eau.
- Tenue des réunions mensuelles des Comités Communaux Eau.
- Poursuite de l'intermédiation sociale sous maîtrise d'ouvrage communal.
- Professionnalisation de la gestion des adductions d'eau villageoises, des forages munis de pompe manuelle et du suivi de la gestion par les GIE d'artisans réparateurs.
- Intégration de la démarche BPO dans l'élaboration du Plan de Développement Communal et son extension aux autres secteurs.

**Partenaires
financiers**

Ministère de l'Énergie et de l'Eau - Bénin
Agence Française de Développement – France

Secteur d'activités	Dynamique de territoire et développement communal
Pays/Localisation Intitulé Phase en cours	BENIN – Ville de Cotonou Programme de développement économique local Phase de consolidation – 2007/2008
Partenaires institutionnels	Arrondissements de Cotonou (8, 9 et 10 ^{ième}) Agence Nationale pour l'Emploi – Bénin

Objectifs généraux du programme

La mission du Centre de Développement Economique Local (CDEL) est d'améliorer les performances des acteurs économiques du territoire d'intervention pour obtenir une croissance plus forte de l'économie et de l'emploi, réduire la pauvreté et atteindre des objectifs sociaux, partagés avec les pouvoirs publics locaux.

Réalisations 2008

Mobiliser, appuyer l'organisation et le regroupement de nouveaux métiers et/ou de nouvelles associations

- La structuration des opérateurs économiques de Cotonou s'est poursuivie au cours de l'année grâce à l'extension des services du CDEL à 3 nouvelles associations.
- Les associations membres du CDEL ont bénéficié de formations et d'animations techniques.
- Deux rencontres d'échanges de sensibilisation et de formation sur les rôles des membres du CDEL ont eu lieu.
- Dans le cadre du soutien aux mutuelles d'épargne crédit, une formation a été organisée pour les membres du bureau.

Améliorer l'impact des actions du Centre de Développement Local

- Les organes du CDEL ont eu leurs rencontres statutaires.
- Les membres du Conseil d'Administration ont participé à l'examen et à l'adoption du plan de travail annuel 2008 et à l'amélioration des Statuts et Règlement Intérieur du CDEL.
- Plusieurs activités ont réuni les associations entre elles. Il s'agit d'une conférence débat sur divers thèmes.
- Les associations du CDEL sont référées à leur fédération.
- L'information du public sur les offres de service du CDEL s'est faite à travers le site web, dans le bulletin mensuel et lors des cérémonies de communication diffusées à la télévision nationale.

Résultats et impact à fin 2008

- Renforcement des capacités de 1 718 bénéficiaires des actions du CDEL avec 641 jours d'animation, de formation et de conseil, en faveur des jeunes sans emploi et élèves : 922 jeunes en recherche d'emploi accueillis et orientés, 371 projets professionnels définis pour les jeunes en recherche d'emploi, 135 élèves du secondaire sensibilisés à l'orientation scolaire
- Créateurs d'entreprises : 111 personnes formées à la rédaction de plans d'affaires
- 595 artisans appuyés dans le développement de leurs activités artisanales
- Amélioration de la stratégie de communication du CDEL autour de ces activités afin de rendre visible ses actions et permettre sa reconnaissance institutionnelle et auprès des partenaires potentiels.

Programme 2009

Les objectifs que poursuivra le CDEL au cours de l'année 2009 seront essentiellement centrés sur :

- La mise en place de projets associatifs au sein des associations membres du CDEL ;
- L'amélioration de l'approche d'appui aux associations pour motiver la vie associative ;
- La définition de nouvelles stratégies dans le cadre de la mobilisation de fonds ;
- La recherche de partenariat auprès de certaines institutions de l'Etat et la relance des négociations pour les procédures de partenariat en cours ;
- La mise en place d'un fonds de nantissement de marché pour les entrepreneurs ;
- L'élargissement des actions du CDEL à d'autres associations d'acteurs économiques ;
- L'amélioration du site WEB créé en 2008 ;
- Le renforcement des compétences du personnel ;
- L'actualisation du plan d'orientation stratégique 2008-2010 du CDEL ;
- L'amélioration de la performance et de la qualité des prestations du CDEL et de son positionnement institutionnel.

**Partenaires
financiers**

Genève Tiers Monde – Suisse
Union Européenne

Secteur d'activités	Dynamique de territoire et développement communal
Pays/Localisation Intitulé	MADAGASCAR – Région Sava Intercommunalité de service entre les pôles urbains de la Région SAVA pour la promotion du développement local
Phase en cours	Phase de consolidation – 2007/2011
Partenaires institutionnels	Communes urbaines de la Région SAVA Ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire

Objectifs généraux du programme

Le Programme entend porter une contribution sur les points suivants :

- L'amélioration des conditions de vie des populations dans la Région SAVA
- L'instauration de mécanismes favorisant la participation des acteurs de la société civile à la définition des politiques publiques locales
- La consolidation du rôle de la commune urbaine comme moteur du développement local en articulation avec les politiques régionales et sectorielles.

Réalisations 2008

- Campagne de sensibilisation sur la décentralisation, la citoyenneté et la gestion communale à travers les assemblées de quartiers, les radios et télévisions locales ;
- Appui technique aux Comités de Développement des Fokontany (CDF) en matière de diagnostic des dispositifs d'animation, principes et mécanismes de la décentralisation.
- Appui technique aux 45 CDF pour l'élaboration des programmes d'actions 2009, actualisation de 12 anciens PDF et élaboration de six nouveaux PDF ;
- Appui aux communes pour la mise en œuvre de modalités de gestion et entretien-maintenance des actions réalisées.
- Formation des élus et personnels communaux sur leurs rôles et attributions ;
- Accompagnement des services techniques communaux dans la conception, montage, mise en œuvre et réception des actions.
- Appui à l'amélioration de la base des données fiscales et parafiscales des communes ;
- Accompagnement des communes et formation du personnel technique au renforcement de la fiscalité locale : recouvrement, traitement informatique, outil de suivi de la perception, formation sur l'optimisation de la chaîne fiscale, contrôle et gestion budgétaire des collectivités ; identification de nouveaux gisements ;
- Animation d'un réseau d'échanges entre services financiers communaux.
- Analyse d'opportunités de coopération communale entre les communes urbaines et communes de leur hinterland ;
- Accompagnement du Comité d'Orientation Stratégique (COS) à la gestion des fonds d'intervention et renforcement de l'équipe locale.

Résultats et impacts à la fin 2008

La participation des habitants est consolidée et reconnue par la commune

- La totalité des quartiers urbains (48/48) sont intégrés dans la démarche du PDLU
- 50 membres de CDF dont 19 femmes ont pu se familiariser sur les techniques et outils d'élaboration de plans de développement des fokontany (PDF).
- La campagne de sensibilisation sur la décentralisation, la citoyenneté et la gestion communale a touché plus de 12% des ménages de quatre communes.

Des actions de proximité sont réalisées et durablement gérées, en cohérence avec la politique communale

- La totalité des quartiers disposent de leur PDF ;
- Au total, six actions, dont deux infrastructures structurantes, ont été réalisées ; 12 associations de quartier majoritairement féminines ont contractualisé et réalisé des actions de proximité ;
- Le ratio investissements sur fonds FDF/nombre d'habitants dépasse largement l'objectif fixé par le programme.

La maîtrise d'ouvrage communale est effective avec l'appui des services techniques déconcentrés de l'Etat et permet la réalisation d'actions de qualité

- Les communes s'approprient la passation des marchés publics ;
- 19 actions sous financement FDF et FAIL ont été réalisés ;

Un outil communal de recensement et de recouvrement des impôts et taxes fonctionne de manière performante

- Les recettes des communes ont augmenté permettant le paiement d'arriérés des communes ; elles ont une meilleure visibilité de leur budget mensuel ;
- Les politiques fiscales des quatre communes ont été harmonisées ;
- La transparence dans le circuit de perception des recettes communales a été améliorée, ce qui a renforcé la crédibilité des élus.

Des services de concertation et d'appui aux communes sont mutualisés à une échelle intercommunale, en partenariat avec la région, collectivité territoriale décentralisée

- La stratégie d'intervention intercommunale pour 2010 a été définie ;
- Le COS s'est réuni 5 fois et a enregistré un taux de participation moyen de 75%.

Programme 2009

- Renforcement et appui à la reconnaissance des instances de dialogue entre habitants et Commune ;
- Appui à l'actualisation des Plans de Développement Communaux ;
- Accompagnement au renforcement des services financiers communaux, à l'amélioration des recettes des communes, à l'assainissement de la gestion financière et à l'élaboration et au respect du budget communal ;
- Renforcement important des compétences des élus et personnels communaux ;
- Mobilisation du Fonds d'Aide à la Décision pour des études prospectives en matière de Développement Economique Local ;
- Mise en place de l'intercommunalité.

Partenaires financiers

Evangelischer Entwicklungsdienst (EED) - Allemagne
 Ministère des Affaires étrangères et européenne - France
 Conseil Régional de Picardie – France
 Union Européenne

Secteur d'activités	Dynamique de territoire et développement communal
Pays/Localisation Intitulé	MADAGASCAR – Région DIANA Programme de développement des pôles urbains pour la promotion de l'intercommunalité de services et du développement local - PDPU
Phase en cours	Phase de lancement – 2008/2011
Partenaires institutionnels	Région DIANA - Associations des communes de Diégo-Suarez, d'Ambilobe et d'Ambanja

Objectifs généraux du programme

Le Programme entend apporter une contribution à la politique nationale malgache par :

- L'amélioration des conditions de vie des populations et la lutte contre la pauvreté,
- La promotion d'une gouvernance participative et démocratique,
- Le développement et l'aménagement équilibrés des territoires,
- La protection de l'environnement et la gestion rationnelle des ressources naturelles,
- Le renforcement des pouvoirs, des moyens et des capacités des collectivités territoriales décentralisées et des services techniques déconcentrés.

Réalisations 2008

- Accompagnement de la Région DIANA dans le recrutement et la formation d'un Chargé de suivi administratif et financier du Programme
- Elaboration de règles et procédures concernant le versement des fonds dans le cadre de conventions annuelles d'exécution et sensibilisation sur la nécessité de concevoir un code de financement et un manuel de procédures relatifs à la gestion transversale des fonds
- Accompagnement à la mise en place de procédures de marchés publics et à l'élaboration de dossiers d'appel d'offres
- Sensibilisation et appui/conseil pour la mise en place d'une commission permanente d'appel d'offres au niveau de la Région
- Accompagnement dans l'élaboration du schéma régional d'aménagement du territoire (SRAT) sous maîtrise d'ouvrage régionale
- Proposition de modalités de collaboration avec le Ministère de l'aménagement du territoire et la coopération allemande
- Suivi du plan de travail SRAT et accompagnement de la Région dans les phases de recrutement (internes et externes)
- Animation de la vie associative et accompagnement de la stratégie de développement intercommunal des associations de communes
- Définition des rôles, missions, programmes de travail annuels et moyens humains nécessaires des services intercommunaux
- Participation d'une délégation malgache de la DIANA au Forum de la solidarité internationale et de la coopération décentralisée en Picardie et rencontre d'acteurs de la décentralisation en Région Picardie.

Résultats et impacts à fin 2008

Des dispositifs et mécanismes de suivi et de gestion des fonds d'intervention du Programme sont mis en place et sont opérationnels au niveau de la Région DIANA

- 5 conventions annuelles d'exécution sont signées au total (1 pour 2008 et 4 pour 2009) entre la Région Picardie et ses partenaires en DIANA

Les capacités institutionnelles, techniques et de gouvernance de la Région, collectivité décentralisée, sont renforcées.

- 2 dossiers du programme (SRAT et diagnostic organisationnel) sont traités comme des marchés sous maîtrise d'ouvrage de la Région DIANA

La Région dispose d'un Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (SRAT) et a mis en place un dispositif de pilotage et de suivi-évaluation.

- 1 plan d'actions concerté est élaboré en comité de pilotage du SRAT
- 1 protocole de partenariat est élaboré et soumis aux différentes parties
- 8 candidats sont retenus pour remettre une offre technique et financière pour l'élaboration du SRAT

Des intercommunalités de services d'appui sont opérationnelles au niveau de trois pôles urbains de la Région.

- 19 communes rurales et 3 communes urbaines sont mobilisées par le Programme dans le cadre des intercommunalités de Diégo-Suarez, d'Ambilobe et d'Ambanja
- 3 projets complets de services d'appui technique intercommunaux sont validés par les 3 intercommunalités du Programme

Des liens et des échanges de savoir-faire sont instaurés entre élus et sociétés civiles des deux Régions.

- 1 voyage d'échanges a eu lieu pour 10 élus et techniciens de la DIANA

Programme 2009

- Validation et application d'un code de financement et d'un manuel de procédures
- Poursuite du renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage de la Région
- Mise en place d'instances de concertation entre collectivités décentralisées et acteurs économiques, mobilisation du Fonds de Développement Economique Local
- Opérationnalisation des services d'appui technique des trois intercommunalités
- Mobilisation des Fonds d'Etudes et de Formation : études de projets structurants, plans d'urbanisme, renforcement des compétences en maîtrise d'ouvrage communale, marchés publics, fiscalité, gestion des équipements, etc.
- Mobilisation des Fonds de Développement des Fokontany : réalisation d'actions de proximité répondant aux besoins des populations
- Mobilisation du Fonds d'Appui aux Initiatives Locales pour les actions de maîtrise d'ouvrage déléguée à des associations locales : organisation d'appels à projets

**Partenaire
financier**

Conseil Régional de Picardie - France

Sigles et abréviations

ADECOB	Association de Développement des Communes du Borgou (Bénin)
ADT	Animateur De Territoire (Bénin)
AFD	Agence Française de Développement
AIDR	Alliance Internationale de Développement et de Recherche
APIDA	Association pour le Développement de l'Intercommunalité dans le Département de l'Alibori (Bénin)
ASGOL	Appui Suisse à la Gouvernance Locale (Bénin)
BPO	Budget Programme par Objectifs
CCAC	Comité Communal d'Appui Conseil (Bénin)
CCE	Comités Communaux Eau (Bénin)
CDEL	Centre de Développement Economique Local (Bénin)
CDF	Comité de Développement du Fokontany (Madagascar)
CDT	Conseil de Développement Territorial (Bénin)
CONAFIL	Commission Nationale des Finances Locales (Bénin)
COS	Comité d'Orientation Stratégique (Madagascar)
DDC	Direction du Développement et de la Coopération (Suisse)
DEL	Développement Economique Local
FADEC	Fonds d'Appui au Développement des Communes (Bénin)
FDL	Fonds de Développement Local
FDT	Fonds de Développement des Territoires
FIAC	Fonds Intercommunal d'Appui Conseil
GBCO	Gestion Budgétaire des Communes (Bénin)
GTDE	Groupe de Travail Développement et Eau (Bénin)
GIC	Groupement Intercommunal des Collines (Bénin)
GTDE	Groupe de Travail Décentralisation et Eau (Bénin)
MAP	Madagascar Action Plan
MCL	Maison des Collectivités Locales (Bénin)
MID	Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (Madagascar)
PDC	Plan de Développement Communal
PDF	Plan de Développement des Fokontany (Madagascar)
PDL	Programme de Développement Local
PDL-ADECOM	Programme de Développement Local – Appui au Développement des Communes (Bénin)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SCAC	Service d'Action Culturelle et de Coopération
SEP	Suivi Evaluation Programmation
SRAT	Schéma Régional d'Aménagement du Territoire
T&D	Territoire et Développement

Taux de change moyens de l'année 2008

<i>Ariary (Madagascar)</i>	<i>MGA / Euros</i>	<i>2 515</i>
<i>Franc FCFA</i>	<i>FCFA / Euros</i>	<i>655,96</i>

Le présent rapport d'activités est une annexe du rapport général d'activités du CIDR pour l'année 2008. Ce rapport général ainsi que les rapports détaillés des autres départements du CIDR sont disponibles sur le site www.cidr.org